

ESSOR ET DÉCLIN DU COMMUNISME FRANÇAIS

Il y a cent ans naissait un parti authentiquement populaire

Dès qu'il vit le jour, en décembre 1920, le Parti communiste français revendiqua une place singulière dans le paysage politique hexagonal : celle de la seule formation populaire, dirigée par des gens du peuple pour servir les intérêts de celui-ci. À l'heure où le fossé entre classes dirigeantes et classes laborieuses paraît plus profond que jamais, son histoire est riche d'enseignements.

PAR JULIAN MISCHI



DERRIÈRE la tribune, une grande banderole reprend la formule de Karl Marx et Friedrich Engels : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Elle est surmontée d'une bannière arborant le slogan de la Ire internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». En ce 25 décembre 1920 s'ouvre à Tours le 18e congrès de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), à l'issue duquel une très large majorité des délégués du Parti socialiste (70 % des mandats) décident d'adhérer à l'Internationale communiste (IC). Cette dernière, également dénommée IIIe Internationale, a été créée l'année précédente, en mars 1919, sous l'impulsion de Lénine et des bolcheviks russes dans l'espoir d'étendre leur révolution au monde entier.

Les débats tenus lors de ce congrès fondateur et dans son sillage n'ont pas seulement une valeur historique. La recherche d'une solidarité internationale dépassant les égoïsmes nationaux, le contrôle d'élus ayant tendance à se compromettre avec les institutions bourgeoises ou encore les réflexions sur l'articulation du combat politique et des luttes syndicales résonnent fortement avec des préoccupations actuelles. Le mouvement communiste a en effet su développer des réseaux militants dans la France ouvrière, et plus largement populaire, urbaine ou rurale. Or la capacité à prendre en compte et à porter les intérêts des classes populaires est ce qui manque aux partis de gauche aujourd'hui.

Au congrès de Tours, les défenseurs de l'adhésion à l'IC veulent tourner la page d'une SFIO qui s'est, selon eux, compromise en participant au gouvernement d'« union sacrée » durant la première guerre mondiale (Jules Guesde fut même ministre d'État). Ils sont animés d'une hostilité aux parlementaires qui ont versé dans la « collaboration de classe » et ont renié les principes révolutionnaires et pacifistes de la IIe Internationale. Ils affichent une défiance à l'égard des dirigeants sociaux-démocrates qui n'ont pas rendu de comptes à la base tout en soutenant la répression étatique contre les voix — syndicalistes et féministes, notamment — qui s'élevaient face à la boucherie perpétrée sur le continent européen. Dans le parti « *de type nouveau* » exigé par les bolcheviks et espéré par les militants internationalistes, le groupe parlementaire et la presse seront

soumis au contrôle des militants. Le décalage entre les députés et la masse du parti est important : à contre-courant des adhérents, une cinquantaine de parlementaires sur soixante-huit refusent, à l'image de Léon Blum, ancien chef de cabinet du ministre des travaux publics pendant la guerre, de suivre la majorité ; ils font scission en maintenant la SFIO.

Une demande de radicalisation

Évoquant la compromission de deux députés socialistes de son département, le délégué de la fédération du Cher, le cordonnier Émile Lerat, affirme lors du congrès : *« Nous sommes antiparlementaires, parce que nous constatons l'action néfaste de nos élus. Nous disons que moins nous avons d'élus, plus nous avons d'adhérents. Nous en avons assez, chez nous, d'être des machines à cotiser et de servir les intérêts de quelques individus qui, une fois munis d'un mandat, nous combattent, détruisent l'unité de chez nous, détruisent l'organisation et vont faire le Bloc national (1) (...). Nous en avons assez du Parti socialiste uniquement électoral, nous voulons un Parti socialiste révolutionnaire (2). »* L'adhésion à l'IC exprime une demande de radicalisation du socialisme, autant que le soutien à la révolution d'octobre 1917, perçue comme ayant établi en Russie un « pouvoir prolétarien ».

Les principaux rédacteurs de la motion d'adhésion à l'IC, l'instituteur syndicaliste Fernand Loriot et le journaliste Boris Souvarine, sont absents lorsque s'ouvre le congrès, car ils sont en prison. Ils font partie des nombreux militants arrêtés depuis le printemps 1920 au motif de leur implication fantasmée dans un vaste « complot » ourdi en Russie. L'épouvantail de la menace contre la sûreté de l'État a aussi été brandi pour réprimer les cheminots en grève ; quinze mille d'entre eux sont tout simplement révoqués. Le Parti communiste en gestation doit être capable de résister aux coups de boutoir de l'État bourgeois, tout en assurant la surveillance, en interne, des « carriéristes ». D'où l'insistance sur la discipline. Le principe de la « centralisation démocratique » est l'une des vingt et une conditions de l'adhésion à l'IC édictées par les bolcheviks lors de leur congrès de juillet 1920 : *« À l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le Parti communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinant à la discipline militaire y est admise. »*

Cette exigence de centralisation relève d'enjeux propres à la défense de la révolution en Russie et aux insurrections qui éclatent ailleurs en Europe, mais elle correspond aussi aux attentes des militants français, pour qui la mise en pratique des déclarations socialistes nécessite une organisation stricte. La base militante aspire à passer des paroles aux actes. *« Trop d'action verbale et pas assez d'action pratique »*, regrette par exemple un délégué de Seine-et-Oise (3). De son côté, Ernest Denante, instituteur et représentant du Vaucluse, s'écrit : *« Nous sommes pour la IIIe Internationale, parce qu'elle nous apporte une discipline sévère devant laquelle nous sommes heureux et fiers de nous incliner, parce que nous ne voulons pas que le Parti socialiste soit une maison grande ouverte où pénétre qui veut, où l'on fait ce que l'on veut, où la plupart du temps on ne fait rien. Nous sommes pour la IIIe Internationale parce qu'elle condamne le réformisme. Parce qu'elle condamne ce passé dont nous rougissons, le passé du socialisme de guerre (4). »*

Au-delà de l'épisode du congrès de Tours, dont il faut se garder de faire un « mythe des origines », la création d'un parti communiste en France s'est déroulée en plusieurs étapes. Le nom même de « communiste » n'est définitivement adopté par le nouveau parti qu'en janvier 1922. Plusieurs années s'écoulent avant que se forme un parti réellement différent de l'ancien parti socialiste, sous l'effet de nombreux départs et de la bolchevisation, à partir de 1925, sur le modèle du Parti communiste d'Union soviétique. Rapidement, des dirigeants issus de la SFIO, comme l'instituteur Ludovic-Oscar

Frossard, premier secrétaire du parti jusqu'en janvier 1923, quittent une organisation d'où sont également mis à l'écart des syndicalistes de tendance libertaire, comme le correcteur d'imprimerie Pierre Monatte. À l'instar de Souvarine et de Loriot, la plupart des fondateurs s'éloignent, de gré ou de force, d'un parti où la démocratie interne est progressivement étouffée (5).

Alors que la SFIO était dominée par une élite d'intellectuels et de membres des professions libérales, avec de nombreux avocats ou journalistes, le Parti communiste se construit à partir du milieu des années 1920 autour de dirigeants d'origine ouvrière. Il valorise une organisation en cellules d'entreprise, là où la SFIO était structurée en sections locales, et promeut l'action syndicale de ses membres. Sous l'impulsion de l'IC, il favorise la présentation aux élections de candidats ouvriers. Pierre Semard, ancien syndicaliste révolutionnaire, cheminot révoqué en 1920, devient secrétaire général du parti en 1924.

C'est aussi sous l'impulsion de Moscou que les communistes s'engagent dans les luttes anticoloniales, alors que la SFIO se contentait jusque-là de dénoncer les abus du colonialisme. Ils appellent ainsi à l'évacuation du Maroc et à la fraternisation avec Abdelkrim Al-Khattabi lors de la guerre du Rif, en 1925-1926. L'Union intercoloniale, créée début 1922, rassemble des militants originaires des colonies françaises autour de revendications d'égalité politique (droit de vote) et sociale (« À travail égal, salaire égal »). Sa section indochinoise est animée par Nguyen Ai Quoc, le futur Ho Chi Minh — qui deviendra en septembre 1945 chef du gouvernement de la République démocratique du Vietnam, candidat communiste aux élections municipales de 1925 à Paris. L'IC impulse des solidarités transnationales, fédérant, autour de ses actions et de ses agents, des courants anticolonialistes, panafricanistes et antiracistes.

L'engagement communiste s'effectue à diverses échelles, au sein de réseaux transnationaux comme dans les communes françaises, où se développe, à partir des années 1930, tout un maillage d'associations amies, parallèlement à l'établissement de municipalités « rouges » et à un essor militant. L'adaptation du message communiste aux réalités de la société française permet sa diffusion au sein des grandes forteresses ouvrières, telles les usines Renault de Billancourt, à l'ouest de Paris, et jusque dans les campagnes, où il répond aux aspirations de défense des petites propriétés familiales fragilisées par la concentration des terres. Parmi les nouveaux députés communistes élus en 1936, au moment du Front populaire, se trouvent notamment Alfred Costes, ancien ajusteur chez Renault, élu à Boulogne-Billancourt, et Marius Vazeilles, pépiniériste impliqué dans le syndicalisme agricole, pour la Corrèze.

Mineurs, métallurgistes, valets de ferme...

La lutte pour l'émancipation du prolétariat s'articule avec des revendications d'ordre syndical, féministe ou anticolonialiste. Les femmes, les descendants d'immigrés et les catégories populaires trouvent au sein du Parti communiste français (PCF) un vecteur de protestation contre la société capitaliste et une source d'émancipation individuelle, à rebours de la position subalterne qu'ils occupent dans la société. Le cas de Martha Desrumaux, seule femme à participer aux accords de Matignon en 1936, est éclairant. Issue d'une famille pauvre du Nord, elle doit quitter l'école dès ses 9 ans pour travailler comme bonne, puis comme ouvrière dans le textile, un secteur où elle anime plusieurs grèves alors qu'elle ne sait ni lire ni écrire. Elle entre à la direction du PCF en 1932, après son passage à l'École léniniste internationale de Moscou. Contre les visions schématiques qui réduisent le communisme à sa dimension bureaucratique ou autoritaire, il est important de souligner que le communisme à la française recouvre aussi cette réalité.

Dès le milieu des années 1930, le PCF devient un parti de masse très puissant. De la Libération aux années 1970, il domine le paysage politique de la gauche française, captant le quart des suffrages sous la IV^e République. Son soutien actif au gouvernement de Front populaire en 1936 et sa participation au pouvoir à la Libération permettent de grandes avancées sociales : congés payés, création de la Sécurité sociale avec Ambroise Croizat et de la fonction publique avec Maurice Thorez, réduction du temps de travail, etc. De fait, la « menace » du communisme au sein des pays capitalistes a conduit à des réformes qui ont amélioré le sort des classes laborieuses durant le « court XX^e siècle » (6). Le développement de l'État-providence après la seconde guerre mondiale apparaît même aux yeux des conservateurs comme un moyen d'éviter une révolution sociale.

En France, les communistes font accéder des hommes d'origine populaire aux plus hautes fonctions de l'État, sinon réservées aux élites économiques et culturelles. On peut mentionner, entre autres, Marcel Paul, ministre de la production industrielle de novembre 1945 à décembre 1946 : pupille de l'Assistance publique, il travaille comme valet de ferme dès l'âge de 13 ans avant d'être versé dans la marine, dont il sort avec un brevet d'électricien (7). Ouvrier à la centrale de Saint-Ouen, au nord de Paris, il devient un dirigeant syndical de premier plan. Résistant, il est déporté à Buchenwald. Il y organise un comité de défense des intérêts des détenus français, dont bénéficie notamment l'industriel Marcel Dassault. À la Libération, il est chargé de la nationalisation de l'électricité et du gaz ; il contribue à faire de l'entreprise publique un modèle social en établissant un statut du personnel très avancé.

Animé par des militants d'origine populaire alliés à des intellectuels, des scientifiques et des artistes (Louis Aragon, Frédéric Joliot-Curie, Pablo Picasso...), le mouvement communiste français constitue une entreprise inédite de subversion des règles du jeu politique. Pour cela, il a mis en place des dispositifs de formation et de promotion de cadres d'origine populaire. Le trio dirigeant formé par Thorez, Benoît Frachon et Jacques Duclos, qui ont été respectivement mineur, métallurgiste et ouvrier pâtissier, aux responsabilités du milieu des années 1920 aux années 1960, symbolise l'identité populaire des porte-parole du parti.

Logiquement, ces derniers se sont éloignés de la condition ouvrière en devenant très tôt des permanents, des « révolutionnaires professionnels ». Les dirigeants communistes sont en outre issus d'une élite populaire : ils ont accédé à une instruction scolaire relativement longue pour leur classe. Les ouvriers peu qualifiés, les immigrés et les femmes sont souvent cantonnés, eux, aux échelons de base de l'organisation. Néanmoins, ces populations, pratiquement absentes des autres partis, peuvent, grâce à leur engagement, s'affirmer dans l'espace public. Ainsi, le PCF se singularise en étant jusqu'à la fin du XX^e siècle, et de loin, le parti le plus féminin au sein d'un paysage politique très masculin. En dépit du conservatisme moral qu'il manifeste à partir des années 1930, il rend possible un féminisme pratique pour des femmes dont l'entrée dans l'action militante implique la transgression des schémas dominants.

Le PCF n'œuvre donc pas seulement à « ouvriériser » les assemblées électorales françaises. Il est aussi, à partir de la Libération, le principal acteur de leur féminisation. Odette Roux, une institutrice qui a rejoint le parti dans la clandestinité en janvier 1941, résistante avec son mari (mort dans une prison allemande), est élue maire des Sables-d'Olonne en mai 1945. À 28 ans, elle devient la première femme à la tête d'une sous-préfecture. En octobre de la même année, dix-sept des trente-trois premières femmes élues députées sont communistes. En 1956, il n'y a plus que dix-neuf femmes à l'Assemblée nationale, mais quinze sont communistes. Parmi elles, Eugénie Duvernois, infirmière, ancienne résistante et déportée (son mari est mort à Mauthausen), élue de Seine-et-Oise.

Le PCF constitue un puissant outil d'émancipation individuelle pour des militants, femmes et hommes, qui peuvent grâce à lui lutter contre les élites bourgeoises et masculines dans leurs communes et leurs entreprises. Mais il laisse peu de place aux voix discordantes : toute divergence

interne est traquée au nom de l'unité. Dans un parti stalinisé, des « affaires » sont montées de toutes pièces par Thorez et ses fidèles pour écarter des rivaux jusqu'au début des années 1960. En 1961, Laurent Casanova, responsable des relations avec les intellectuels, et Marcel Servin, secrétaire à l'organisation, accusés d'« activité fractionnelle », sont ainsi démis de leurs fonctions dirigeantes et rétrogradés à la base. Ces deux cadres avaient eux-mêmes participé en 1952 à la mise à l'écart brutale de Charles Tillon et André Marty, deux dirigeants historiques, responsables du parti pendant la guerre.

Vecteur d'entraide dans les usines et les quartiers, outil de lutte contre la domination patronale et l'exclusion politique des classes populaires, l'engagement communiste peut également être synonyme de sectarisme. À cette ambivalence se superpose un décalage entre la situation des communistes dans les pays capitalistes et ce qui se passe en URSS, puis dans les démocraties populaires qui s'établissent au sortir de la seconde guerre mondiale. Ainsi, des syndicalistes rejoignent le PCF dans la perspective d'établir des contre-pouvoirs ouvriers dans les usines alors que, dans le même temps, les syndicats de la Russie soviétique sont des instruments de contrôle des travailleurs tournés vers des objectifs de productivité.

L'IC s'est rapidement transformée en un instrument au service exclusif de la diplomatie de l'Union soviétique. Même après la dissolution de l'Internationale, en 1943, le PCF se révèle l'un des plus fidèles soutiens de Moscou au sein du mouvement communiste international, contrairement à son homologue italien. L'autre grand parti communiste d'Europe de l'Ouest défend en effet dès 1956 l'idée d'une diversité des modèles nationaux de communisme. Si, en 1968, le PCF condamne l'intervention en Tchécoslovaquie des forces du pacte de Varsovie, et s'il prend ses distances avec le modèle soviétique au milieu de la décennie suivante, en même temps qu'il s'engage dans une politique d'« union de la gauche » avec le Parti socialiste (PS), il se réaligne rapidement. Georges Marchais, ancien métallurgiste et secrétaire général du parti de 1972 à 1994, inscrit la formule du « *bilan globalement positif* » des pays socialistes dans la résolution votée par le 23^e congrès, en 1979. Les dirigeants communistes français continueront de défendre la supériorité des régimes socialistes jusqu'au démantèlement de l'Union soviétique, en 1991.

Lorsque celui-ci intervient, la puissance populaire du PCF s'est déjà très fortement érodée sous l'effet combiné de l'offensive des forces néolibérales, de la conquête du pouvoir par le PS et de la désindustrialisation. En restant au gouvernement au moment du « virage de la rigueur », en 1983, le PCF doit se résigner à des politiques néolibérales qu'il dit pourtant vouloir combattre. Cette ambiguïté, très coûteuse électoralement, se poursuit avec sa participation au gouvernement de M. Lionel Jospin (PS) entre 1997 et 2002. Dans le même temps, l'éclatement du groupe ouvrier fragilise un parti qui n'est plus en mesure de s'ouvrir aux nouvelles figures populaires : travailleurs issus de l'immigration nord-africaine, femmes employées dans les services à la personne, intérimaires de la logistique, etc. D'autant que, durant les années 1990-2000, la direction du PCF délaisse la question de la représentation des classes populaires et cherche surtout à adapter son discours aux attentes des classes moyennes (8). Dans un contexte de baisse continue de l'activité militante, les élus et leurs collaborateurs jouent un rôle de plus en plus central dans la reproduction de l'appareil du PCF, entraînant une professionnalisation de l'engagement communiste autour des collectivités territoriales, à distance des réseaux syndicaux.

Si le PCF, cent ans après sa fondation, est devenu un petit parti, au poids électoral négligeable (2,49% des suffrages aux dernières élections européennes), il conserve malgré tout une base militante (près de cinquante mille cotisants). Il gère encore cinquante villes de plus de dix mille habitants. La réélection en 2020 de M. Azzedine Taïbi à la tête de la municipalité de Stains, commune de quarante mille habitants au nord de Paris, montre qu'un communisme populaire peut se renouveler à travers le

milieu de l'animation sociale. Fils d'ouvriers et d'immigrés algériens, ce militant antiraciste a commencé à travailler comme animateur de quartier à l'âge de 17 ans.

Certes, les évolutions du style de vie des classes populaires, de leur insertion professionnelle et de leur ancrage territorial concourent à les éloigner de l'organisation communiste et, plus généralement, de l'action militante. Mais ces classes n'ont pas disparu, et elles portent toujours des aspirations au changement, comme l'a rappelé à partir de l'automne 2018 la mobilisation des « gilets jaunes » (9).

À l'échelle européenne, la victoire de la social-démocratie sur le communisme a été de courte durée. Au-delà des partis communistes, l'ensemble de la gauche est en crise au début du XXI^e siècle. La contribution des sociaux-démocrates au démantèlement de l'État-providence et leur alignement sur les intérêts des milieux financiers les ont compromis. Les records d'abstention électorale, mais aussi l'essor du vote d'extrême droite, dénotent une crise généralisée de la démocratie représentative, où la distance entre les élites dirigeantes et les populations laborieuses s'est considérablement creusée. En ce sens, le projet communiste reste d'actualité.

JULIAN MISCHI

Chercheur en sociologie à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), auteur de l'ouvrage *Le Parti des communistes. Histoire du Parti communiste français de 1920 à nos jours*, Hors d'atteinte, Marseille, 2020.

-
- (1) Coalition de partis du centre et de droite au pouvoir de 1919 à 1924.
 - (2) « 18^e Congrès national tenu à Tours les 25, 26, 27, 28, 29 & 30 décembre 1920 [<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k215450z.image>] », compte rendu sténographique, Parti socialiste (SFIO), Paris, 1921.
 - (3) *Ibid* [<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k215450z.image>].
 - (4) *Ibid* [<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k215450z.image>].
 - (5) Julien Chuzeville, *Un court moment révolutionnaire. La création du Parti communiste en France (1915-1924)*, Libertalia, Montreuil, 2017.
 - (6) Cf. Eric Hobsbawm, *L'Ère des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle (1914-1991)*, Agone, Marseille, 2020 (1^{re} éd. : 1994).
 - (7) Nicolas Chevassus-au-Louis et Alexandre Courban, *Marcel Paul. Un ouvrier au Conseil des ministres*, Éditions de l'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2020.
 - (8) Lire « **Comment un appareil s'éloigne de sa base** », *Le Monde diplomatique*, janvier 2015.
 - (9) Lire « **Le peuple des ronds-points** », *Manière de voir*, n° 168, décembre 2019 - janvier 2020.

Mot clés: Femmes Marxisme Histoire Socialisme Communisme Idéologie Parti politique Social-démocratie URSS Europe France